

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

Chrysoula Zacharopoulou, secrétaire d'État en charge du Développement de la francophonie et des partenariats internationaux :

"Nous avons montré que lorsque chacun prend ses responsabilités, surtout en matière de solidarité, nous pouvons bâtir des partenariats ambitieux et concrets, entre pays en développement, pays émergents et pays développés. Et notamment entre l'Afrique et l'Europe".

Ali Bongo Ondimba, président de la République :

"Face aux violences envers les femmes qu'elles soient nos mères, épouses, filles, les pouvoirs publics sont entièrement mobilisés et s'assureront que les actions menées soient pérennes pour ne pas transformer en coup d'épée dans l'eau ou en simple action de communication. C'est la raison de ce centre (Ndlr : centre d'accueil dédié aux victimes des violences basées sur le genre)".

Sylvia Bongo Ondimba, première dame :

"Les violences basées sur le genre constituent un véritable obstacle au développement socio-économique de notre pays".

Erllyne Antonela Ndembet-Damas, ministre de la Justice, garde des Sceaux :

"[Gabon Égalité] donne la possibilité au gouvernement de s'attaquer aux racines sociales de ce phénomène inacceptable (...) En adoptant une approche globale".

Lydie Jeanine Roboty épouse Mbou, ministre de l'Économie et de la Relance :

"Nous nous attendons, pour les années à venir, à la construction du siège de la Banque centrale à Mouila; Les plans architecturaux sont déjà prêts".

Jean Justin Ngowemandji, maire de Lambaréné :

"(...) Contrairement aux inondations de 2019 et 2020, le lit de l'Ogooué est cette fois sorti de son espace naturel. Les familles impactées vont être prises en charge à terme par le gouvernement en étroite collaboration avec la mairie de Lambaréné".

Théophile Makita Niembo, porte-parole de la PG 41 :

"La PG 41 estime qu'en l'état actuel, notre pays est secoué de toute part par des crises multiformes qui entravent le fonctionnement optimal des institutions de la République".

Rentrée politique de l'UN : regards rivés sur les élections générales de 2023

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

La salle polyvalente de la Chambre de commerce a été prise d'assaut, hier, par les militants de l'Union nationale (UN). Et pour cause, l'écurie politique de Paulette Missambo y a organisé sa rentrée politique, la dernière semble-t-il avant les élections générales de l'année prochaine dont la présidentielle va constituer le point d'orgue. Lors de cette grand-messe, une seule allocution a été prononcée à savoir celle de la native de Mulundu.

Comme on pouvait s'y attendre l'ancienne ministre de l'Éducation nationale sous feu Omar Bongo Ondimba a dressé un tableau peu reluisant de l'actuelle gouvernance. Occasion pour la tête de file de l'UN de fustiger la gestion des récentes catastrophes naturelles (NDLR : éboulements et autres glissements de terrain dans plusieurs provinces, ainsi que la montée des eaux dans le Moyen-Ogooué), l'inflation galopante et le chômage, pour ne citer que ces exemples.

Abordant l'épineux dossier des élections générales à venir, elle s'est étonnée du silence du gouvernement sur le mémorandum inhérent à l'amélioration du processus, tel que souhaité par la présidente de la Cour constitutionnelle, déposé par l'opposition.

Dans le même registre, elle a exhorté les Unionistes mais surtout son camp politique à lutter contre l'abstention, selon elle facteur bloquant de l'alternance politique. "L'enrôlement et la participation doivent donc nous préoccuper au plus haut point", a-t-elle déclaré.

Avant de militer pour l'unité de l'opposition. "Nous devons nous

doter d'une stratégie commune pour peser sur les événements. Cela veut dire que nous devons réfléchir aux moyens de donner à chaque Gabonaise et à chaque Gabonais des raisons d'y croire et se sentir pleinement concerné par les échéances à venir", a-t-elle ajouté. D'où son invite à ses pairs de l'opposition à faire bloc. Telle une sentinelle, l'oratrice a invité son bord politique à tirer les leçons des précédents scrutins. Objectif : ne pas tomber dans les mêmes travers.



Photo: Jocelyn Abila

La présidente de l'Union nationale (UN), Paulette Missambo, lors de son allocution.



REPUBLIQUE GABONAISE
UNION - TRAVAIL - JUSTICE



MINISTRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE DE L'ESTUAIRE
CABINET DU GOUVERNEUR
N° 0 6 0 2 /MI/PES/CAB-G

Communiqué
(Large Diffusion)

Il est porté à la connaissance des personnes affectées par les travaux de construction de la **Nouvelle route et bretelle d'accès à l'Aéroport International de Libreville**, que dans le cadre de la poursuite desdits travaux, une mission de constat de libération d'emprise pour les personnes ayant déjà été compensées depuis plus de 30 jours s'effectuera, les **mardi 29 et mercredi 30 novembre 2022**.

Au cours de cette mission, un certain nombre de marquages seront effectués sur les limites de l'emprise du projet, ainsi que sur les bâtiments qui devront être détruits.

Ces marquages serviront aux équipes en charge des démolitions, dont les opérations démarreront le **1er décembre 2022**.

A cet effet, les propriétaires des structures pour lesquelles les délais de déménagement sont écoulés, sont priés de prendre les dispositions nécessaires au bon déroulement de ces opérations.

Fait à Libreville, le **25 NOV. 2022**

DE L'ESTUAIRE
Le Gouverneur



Marie-Françoise DIKOUMBA

Pas de semaine

L'abondance de l'actualité du week-end ayant réduit l'espace dans notre numéro du jour, la chronique "La Semaine..." paraissant chaque lundi a été recalée. Toutes nos excuses aux lecteurs.